

Chartres, le 29 mars 2024

Dossier n°2024-0051

Arrêté portant autorisation initiale
d'un système de vidéoprotection

RAA n° 24-03/45-PREF-SDS-PA

***Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Officier de l'ordre national du Mérite***

VU le titre V du livre II du code de la sécurité intérieure, relatif aux dispositions générales en matière de vidéoprotection ;

VU le titre II chapitre III du livre II du code de la sécurité intérieure relatif à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

VU le décret n° 2013-1113 du 4 décembre 2013 relatif aux dispositions des livres Ier, II, IV et V de la partie réglementaire du code de la sécurité intérieure,

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la demande d'autorisation initiale d'un système de vidéoprotection situé sur le COLISEE CHARTRES EVENNEMENT, 28 rue Danièle Casanova, 28 000 CHARTRES , présentée par la SPL C' CHARTRES EVENNEMENT, Madame LEGROUX Karine

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du **jeudi 22 février 2024**;

VU le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir ;

VU l'arrêté préfectoral N° 2-2024 du 10 janvier 2024 portant délégation de signature au profit de Monsieur Frédéric BLANC, Directeur de Cabinet du Préfet d'Eure-et-Loir ;

SUR la proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet du Préfet d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

Article 1er – Madame LEGROUX Karine est autorisée **pour une durée de cinq ans renouvelable**, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus indiquée le système de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2024-0051

La demande initiale d'un système de vidéoprotection porte sur :

- la mise en place de : 34 caméras intérieures et 16 caméras extérieures

"En vertu du principe du respect de la vie privée, les caméras doivent être orientées de façon à ne pas filmer les usagers en train de consommer ou dans des espaces détente mais uniquement les accès d'entrée et sortie de l'établissement et la caisse".

Le système autorisé comporte ainsi un total de 50 caméras (implantées selon le tableau en annexe).

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics, Prévention d'actes terroristes .

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- **de manière claire, permanente et significative**, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images et des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.
- **l'affichette, comportant un pictogramme représentant une caméra**, mentionnera les références du code de la sécurité intérieure susvisé, les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.**

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir **un registre** mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra **se porter garant** des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la **confidentialité** des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être **strictement interdit** à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions de l'article L 253-5 du titre V chapitre III du livre II du code de la sécurité intérieure susvisé.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés – changement dans la configuration des lieux – changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions du titre V du livre II du code de la sécurité intérieure, relatif aux dispositions générales en matière de vidéoprotection, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du titre V du livre II du code de la sécurité intérieure susvisé. Elle est délivrée sans *préjudice* d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture d'Eure-et-Loir.

Elle pourra faire l'objet d'un **recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans** dans un délai **de deux mois** à compter de la date de sa notification à l'intéressé et de sa publication au document précité. Le Tribunal Administratif peut être également saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture **quatre mois avant l'échéance** de ce délai.

Article 12 – Monsieur le Directeur de Cabinet du Préfet d'Eure-et-Loir, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique d'Eure et Loir, et Monsieur le Maire de Chartres, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour Le Préfet,
Le Directeur de Cabinet,
Frédéric BLANC

Numéro caméra	Emplacement	Caméras intérieures	Caméras extérieures
NVEAU0			
CAMND.01.2	Circulation 2	1	
CAMND.02.2	Circulation 2	2	
CAMND.03.0	Cours de service	3	
CAMND.04.0	Entrée du parking	4	
CAMND.05.0	Entrée Presse	5	
CAMND.06.0	Accueil Sportif	6	
CAMND.07.0	Local TGBT	7	
CAMND.08.0	Cours de service	8	
CAMND.09.2	Angle 1 - sous tribune	9	
CAMND.10.2	Dgt 2 - sous tribune	10	
CAMND.11.2	Dgt 4 - sous tribune	11	
CAMND.12.2	Dgt 6 - sous tribune	12	
NVEAU1			
CAMNI.01.2	Circulation - Sous Tribune D	13	
CAMNI.02.2	Circulation - Sous Tribune D	14	
CAMNI.03.2	Circulation - Sous Tribune B	15	
CAMNI.04.0	Circulation - Sous Tribune D	16	
CAMNI.05.0	Circulation - Sous Tribune D	17	
CAMNI.06.1	Guichet Daccueil	18	
CAMNI.07.1	Hall d'entrée Public	19	
CAMNI.08.1	Hall d'entrée Public	20	
CAMNI.09.1	Hall d'entrée Public	21	
CAMNI.10.1	Hall d'entrée Public	22	
CAMNI.11.1	Hall d'entrée Public	23	
CAMNI.12.1	Circulation - Sous Tribune B	24	
CAMNI.13.1	Hall d'entrée Public Ext	25	
CAMNI.14.1	Hall d'entrée Public Ext	26	
CAMNI.15.1	Hall d'entrée Public Ext	27	
CAMNI.16.0	Local Interpellation	28	
CAMNI.17.1	Hall d'entrée Public	29	
NVEAU2			
CAMN2.01.2	Exterieur/voie publique	30	1
CAMN2.02.2	Exterieur/voie publique	31	1
CAMN2.03.2	Exterieur/voie publique	32	1
CAMN2.04.2	Exterieur/voie publique	33	1
CAMN2.05.0	Exterieur	34	1
CAMN2.07.2	Exterieur/voie publique	35	1
CAMN2.10.0	Exterieur/voie publique	36	1
CAMN2.11.0	Accueil VP	37	1
CAMN2.12.2	Exterieur/voie publique	38	1
NVEAU3			
CAMNB.01.2	Arène	39	
CAMNB.02.1	Arène	40	
CAMNB.03.0	Arène	41	
CAMNB.04.0	Arène	42	
CAMNB.05.2	Circu 1	43	
TERRASSE			
CAMN5.02.1	exterieur/ Sur Mât en bas de l'escalier/voie publique	44	1
CAMN5.05.1	exterieur/Sur Mât en bas de l'escalier/voie publique	45	1
CAMN5.06.0	exterieur /Sur Mât/voie publique	46	1

CAMN5.09.0	exterieur/Sur Mât/voie publique	47	1
CAMN5.10.0	exterieur/Sur Mât/voie publique	48	1
CAMN5.11.1	exterieur/Sur Mât/voie publique	49	1
CAMN5.12.0	exterieur/Sur Façade/voie publique	50	1

16
Caméras EX